

La mondialisation, l'Europe et la pensée zéro

Protectionnisme et nationalisme, des remèdes dangereux qui découlent d'un diagnostic fantaisiste.

L'économie a mauvaise presse ces derniers temps. Ce qui est normal compte tenu des difficultés dans lesquelles se débat la France depuis près de dix ans, mais aussi en raison de l'habitude que prennent nos gouvernants de se défaire de toutes leurs responsabilités sur la mondialisation. Indispensable à la croissance, l'ouverture internationale, leur imposerait la loi d'airain de la "rigueur", c'est-à-dire l'utilisation permanente du frein monétaire et l'alourdissement chronique de la fiscalité. Les contre exemples étrangers n'y font rien, il faudrait avaler la pilule amère du conservatisme financier qui sacrifie la croissance présente pour préserver les chances de la compétitivité internationale et de la prospérité future.

Dans son nouveau livre, *l'Illusion économique* (Gallimard, 1998, 321 pages, 115 francs), Emmanuel Todd, tente d'échapper à ce sophisme. Mais au lieu de montrer que beaucoup d'autres politiques économiques, plus favorables à l'expansion, sont compatibles avec le libre échange, il accepte implicitement de s'enfermer dans le faux dilemme qui sert d'alibi à la pensée unique. Acceptant l'idée que le développement du commerce international nous impose les politiques dites d'austérité, il ne trouve plus alors d'autre issue que dans la condamnation du libre échange. Ce qui l'oblige à démontrer que ce dernier est la cause de tous nos déboires.

Cela suppose que l'on puisse établir une liaison générale entre commerce international et stagnation, à l'encontre de tous les enseignements de la science économique. Il faut notamment expliquer pourquoi la liberté des transactions, bénéfique au sein d'une nation constituerait, entre les nations, un piège mortel. Todd s'y emploie en dénonçant l'ultra-libéralisme, amalgame du renoncement à l'idée de nation et du dogme libre-échangiste, qu'il oppose au libéralisme bien tempéré qui s'arrêterait aux frontières des Etats. Le premier, délétère, se nourrit selon lui de l'acceptation de l'inégalité des salaires qui correspond à l'abandon de toutes les croyances collectives qui fondent la nation: idéologies sociales et politiques, religions, confiance en la famille autoritaire et en l'Etat.

La famille, cause ultime ?

Pourquoi alors certains gouvernements et certains peuples se laissent-ils aller au "lâche désir de s'abandonner au destin" en choisissant l'individualisme exacerbé qui nie les institutions mentales et sociales nationales, plongeant du même coup la société dans une véritable crise de civilisation ? Essentiellement parce que les structures de la famille "nucléaire et égalitaire", trop individualistes, en particulier aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, ne permettent pas de défendre l'idée de nation face aux inégalités que crée le libre-échange. Il s'ensuit un véritable déclin culturel, porteur de stagnation de la productivité. Les dirigeants cèdent au

mondialisme et à l'europhisme, apparu dans les années 80, et qui vise à dissoudre la nation dans l'utopie de Maastricht.

L'Allemagne et le Japon, sociétés reposant sur la "famille souche", plus autoritaire, résisteraient mieux à la décadence culturelle et à la crise économique.

Il faut donc réactiver l'idée de nation pour fonder un nouveau protectionnisme, deux thèmes qui imprègnent l'air du temps.

Hypothèses contraires au faits

Malheureusement pour cette fresque spéculative presque tous les "faits" sur lesquels l'auteur appuie son analyse sont faux. La stagnation mondiale n'existe que dans son esprit, le libre-échange est largement reconnu par les spécialistes comme un ingrédient indispensable de la croissance, surtout pour les économies de petites ou moyennes dimensions, il n'est pas responsable de l'ouverture de l'éventail des salaires dans les pays riches et il ne détermine pas un déclin culturel dont Todd n'apporte pas de preuve sérieuse.

La thèse de la stagnation mondiale par exemple qui ne repose chez l'auteur que sur des statistiques partielles concernant la production automobile, est démentie par toutes les mesures généralement acceptées des comptabilités nationales mises au point depuis plusieurs décennies. Tout au contraire, les années récentes ont été celle d'une croissance vigoureuse de l'économie mondiale, ce qui échappe peut-être à l'observateur français obnubilé par le marasme particulier dans lequel s'enfonce notre économie, avec un petit nombre de ses partenaires d'Europe continentale.

L'affirmation prend un tour surréaliste lorsque l'auteur prétend expliquer une stagnation imaginaire de l'économie américaine par un hypothétique déclin culturel et technologique dont il cherche la preuve dans le niveau mathématique des étudiants et des écoliers, négligeant allègrement au passage l'exceptionnelle performance scientifique en terme de prix Nobels, d'excellence des universités et de la formidable capacité d'innovation des entreprises. Il prend au contraire comme exemple de la réussite culturelle, et donc économique selon lui, ... l'Allemagne et le Japon dont les difficultés présentes sont notoires.

De même les études précises démentent la responsabilité de l'échange international avec les pays en voie de développement dans l'ouverture de l'éventail des salaires observée depuis une vingtaine d'années dans les pays industriels. C'est bien plutôt la diffusion de nouvelles technologies, notamment informatiques, qui en est la cause en ce qu'elle détermine une prime croissante à la compétence et une diminution corrélative de la demande de travail peu qualifié.

Survie et adaptation des nations

Et peut-on soutenir que la libéralisation des échanges affaiblit l'idée de nation? C'est une vue trop superficielle. De fait, le commerce international réduit ou supprime l'avantage de la grande nation en autorisant les plus petites à substituer les débouchés des marchés extérieurs à ceux d'un grand marché intérieur dont elles ne disposent pas. Il est donc aujourd'hui moins nécessaire d'être une grande nation pour obtenir l'efficacité et la croissance. Les grands ensembles trop hétérogènes deviennent en conséquence plus vulnérables dans la compétition des nations.

Il faut aussi distinguer l'Etat de la nation qu'il administre. La mobilité accrue des marchandises, des capitaux et des hommes les fait échapper en partie à l'extorsion de rentes fiscales par les appareils publics nationaux. Les recettes rentrent moins bien. La mondialisation prive ainsi les Etats d'une partie de leurs ressources, ce qui les affaiblit et les oblige à recentrer leurs activités sur leurs fonctions essentielles en essayant d'alléger leurs dépenses, et les conduit parfois à se scinder en plusieurs nations plus petites.

Mais les petites nations sont plus solidaires, plus unies et culturellement moins fragiles que les plus grandes comme le montrent les exemples nordiques ou asiatiques.

Il n'y a donc pas de remise en cause de l'idée de nation en tant que telle, comme groupe social partageant des croyances collectives, des coutumes et des institutions et rassemblé sur un même territoire, mais mutation de la dimension optimale des nations, comme je le montre dans mon livre *l'Erreur européenne* (1). C'est ce que ne voit pas Todd mais qui constitue le ressort fondamental des évolutions contemporaines, celui qui condamne l'utopie de la construction d'un Etat-nation au niveau de l'Europe.

Projet anachronique

Le drame qui se joue actuellement entre la France et l'Allemagne c'est que cette politique repose sur les prémisses fausses de la supériorité de la grande dimension. En voulant construire une grande nation européenne sur le modèle des Etats-Unis de la fin du XIXème siècle et du début du XXème les européens se trompent d'époque, d'objectif et de moyens, et se condamnent eux-mêmes à la stagnation et à l'échec. Nos élites retardent toujours d'une guerre, d'une conception, d'un siècle.

Todd perçoit bien les errements de cette politique mais il n'en comprend pas la cause et se fourvoie dans la recherche de racines anthropologiques douteuses. Le renouveau ne passe pas aujourd'hui par un regain de la famille ou des idéologies traditionnelles, non plus que par un retour au nationalisme cocardier. Il suffit d'abandonner la construction épuisante de la pyramide étatique européenne pour que notre société retrouve son potentiel de dynamisme et de créativité.

A condition de ne pas l'étouffer par un nouveau protectionnisme, solution que préconise Todd en s'inspirant de List. La protection pouvait à la rigueur convenir à une nation en voie de constitution comme les Etats-Unis au début du XIXème siècle ou l'Allemagne à partir de 1870 puisqu'il ces deux pays s'attachaient justement de créer un marché intérieur de vastes dimensions, ce qui les dispensait dans une certaine mesure de rechercher des débouchés internationaux. Mais elle serait extrêmement dangereuse et inadaptée dans un monde où la dimension des nations évolue en sens inverse.

Un Etat continental européen pourrait certes obtenir un avantage commercial par la discrimination douanière mais en exploitant les nations moins puissantes et en nous faisant courir le risque d'une guerre commerciale internationale. Les spécialistes de ces questions, comme Paul Krugman par exemple, concluent habituellement que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Mieux vaut s'en tenir au libre-échange et à la paix économique entre nations.

D'autant qu'il convient de se remémorer le drame de l'entre deux guerres au moment où le risque de déflation mondiale se précise. La crise boursière de 1929 qui n'était pas en elle-même d'ampleur catastrophique, s'est transformée en dépression internationale, profonde et durable, sous l'effet de politiques monétaires et de change excessivement conservatrices et de la généralisation des politiques protectionnistes.

Dans les périodes de difficultés économiques sérieuses, la déflation et le chômage conduisent à dénoncer la concurrence des produits et des travailleurs étrangers. La réaction est humaine même si ce elle n'est pas économiquement fondée. Il s'ensuit un inévitable regain de xénophobie et de protectionnisme. C'est ce qui s'est produit dans les années 30 avec des conséquence économiques, sociales et politiques dramatiques.

Aujourd'hui Emmanuel Todd tombe dans le piège. Il dénonce dans le libre échange la source de tous nos maux, qu'il veut croire universels mais qui sont essentiellement français. Il habille en fait de considérations sociologiques trop vagues et incertaines les attentes superficielles - et dangereuses - d'une opinion inquiète. Mais au mépris des fait économiques et pour préconiser une politique qui risque de s'avérer pire que le mal. Il renforce ainsi, paradoxalement, la cause des "européistes" qu'il tient à juste titre pour responsables de nos difficultés.

JJR